

Engagement HSE sous-traitant

POLITIQUE HSE

Eneo se fixe comme objectif d'offrir à ses agents et sous-traitants un cadre de travail dépourvu des risques. La santé, la sécurité au travail et la protection de l'environnement constituant pour l'entreprise des valeurs essentielles et des indicateurs de performance clés de la réalisation de ses objectifs globaux Eneo attend des sous-traitants qu'ils épousent ces valeurs fondamentales.

Tout sous-traitant qui n'assure pas un cadre de travail sûr et sain ou qui ne respecte pas les exigences HSE pourra faire l'objet d'une annulation de contrat et pourra être rejeté d'office pour les futurs projets/contrats Eneo

EXIGENCES GENERALES POUR LES SOUS TRAITANTS

01 Responsabilités

Les sous-traitants sont responsables de la mise en application de la réglementation, de leurs propres règles de sécurité et des présentes prescriptions lors de tout travail réalisé pour le compte d'ENEO.

02 Evaluation des risques

Le sous-traitant procède à l'évaluation des risques liés à son activité et susceptibles d'avoir des effets sur ses employés, le public ou les agents et biens d'ENEO.

Le sous-traitant doit présenter, dans son offre, un rapport d'évaluation des risques comprenant les précautions HSE prévues. Ce compte-rendu doit être actualisé en fonction des changements d'activité, des charges de travail et des sites de travail ; il doit être en permanence disponible sur les lieux de travail.

03 Plan HSE

Les sous-traitants travaillant de manière autonome (ceci comprend mais n'est pas limité aux travaux de construction, grosses opérations de maintenance et accords cadre pour les interventions sur le réseau électrique) sont tenus d'établir un plan HSE

04 Sous-traitance

Tout sous-traitant faisant lui-même appel à des sous-traitants pour réaliser les contrat ENEO devra inclure un programme de gestion HSE des sous-traitants dans son plan HSE qui garantira le respect des exigences HSE AES par les dits sous-traitants.

05 Respect de la réglementation

Le sous traitant se doit de respecter toute les dispositions réglementaires en matière de travail , de sécurité ou d'environnement ; Ceci implique notamment l'utilisation de personnel régulièrement inscrit à la CNPS, la liste du personnel ainsi que les numéro d'inscription seront fournis à ENEO.

06 Evaluation des performances HSE

AES Sonel se réserve le droit d'évaluer la conformité HSE du sous-traitant, à son propre plan ou aux présentes prescriptions, avant attribution, pendant l'exécution où a l'issue du contrat. Les entreprises avec lesquelles ENEO établie des accords cadres pour des prestations à risques sont tenus de rendre compte trimestriellement de leurs activités HSE par la transmission d'un rapport d'activité.

A cet effet, l'ensemble des enregistrements prévus par le plan HSE ou les prescriptions ENEO (formations, inspections, réunions ...) devront être tenus à disposition.

07 Constats de non conformités

Les anomalies constatées seront signalées au représentant du sous-traitant qui devra s'engager à y remédier dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes tout en maintenant des mesures conservatoires en attendant la mise en place d'une solution définitive.

Dans le cas où les actions nécessaires n'auront pas été mises en œuvre dans les délais prévus, les jours de retard pourront faire l'objet de pénalités financières équivalentes à des jours de retard dans la livraison, en l'absence d'une autre règle définie dans le contrat.

08 Mises en danger

Au cas où un danger imminent se présente, le sous-traitant doit procéder à l'arrêt immédiat des travaux et à l'évacuation immédiate des employés, du public et du personnel ENEO du site de travail ; Tout employé qui ne respecte pas les règles pourra être renvoyé du site de travail

09 Permis de travail

Tout travail fait l'objet d'une autorisation de travail délivrée par le responsable du site ou du réseau, le sous-traitant devra participer avec ses chefs d'équipe aux réunions préparatoires nécessaires à la délivrance des autorisations.

10 Recours

La mise en application des règles HSE doit être intégrée dans la préparation des travaux ; Le sous-traitant ne pourrait ni facturer ni pénaliser AES Sonel pour des retards, des arrêts de travail ou des problèmes de programmation dus à un manque de préparation.

REGLES HSE DE BASE

1 Information et formation

Le sous-traitant a la responsabilité d'assurer que le personnel travaillant sous sa responsabilité est suffisamment formé pour :

- Manier les équipements et les outils qu'il est appelé à utiliser;
- Suivre les procédures de travail arrêtées;
- Observer les règles de sécurité applicables aux travaux en cours.

Des enregistrements relatifs à l'expérience ou à la formation des personnels devront être disponibles.

2 Laïus préparatoires

Chaque sous-traitant tient un laïus avec ses employés avant chaque intervention.

Ce laïus présentera à minima, les précautions listées sur l'évaluation de risque (voir page 1 §3).

Les rapports de ces réunions de préparation seront conservés avec les noms des participants et les thèmes traités.

3 Equipement de protection

Le sous-traitant s'assure que le personnel sous sa responsabilité est pourvu en équipements de protection nécessaires et utilise ces équipements à bon escient.

4 Inspection des équipements

Pour assurer le maintien en état de sécurité des équipements de travail, le sous-traitant mettra en place des dispositions d'inspection respectant les instructions des fabricants et la réglementation permettant de vérifier le bon état de conservation des équipements de travail

5 Sécurité routière

Les sous-traitants respecteront la politique de sécurité routière d'AES Sonel au cours de travaux en veillant entre autres au:

- Conducteurs de véhicules en règles et compétents en conduite défensive (certificat délivré par consultant agréé par AES Sonel)
- Respect de la limite de vitesse et des règles de conduite sur les voies publiques;
- Inspection des véhicules conformément à la réglementation et le maintien en bon état.
- Transport en sécurité des marchandises en respectant les charges maxima et les bonnes pratiques d'arrimages et de gabarit
- Le transport du personnel sur des sièges équipés de ceinture de sécurité.
- Port du casque sur les motocyclettes

6 Réunions HSE

En addition aux réunions de sécurité internes des sous traitants, au moins un représentant du sous-traitant doit obligatoirement assister aux réunions de sécurité sur les sites ENEO organisées par le Responsable du contrat.

7 Gestion des déchets

Le sous-traitant assure la propreté et l'ordre des sites de travail.

Toute matière dangereuse issue de ses activités sera éliminée selon les normes.

Un bordereau justificatif de l'élimination doit être archivé.

8 Abus des substances

Il est interdit à tout employé de:

- a. Consommer ou détenir de l'alcool dans les locaux ENEO ;
- b. Effectuer des travaux pour le compte d'ENEO sous l'effet de la drogue ou de l'alcool.
- c. Effectuer des travaux sous l'effet de médicaments qui affaiblisse sa capacité à travailler convenablement.

Afin de s'assurer du respect de ces règles, ENEO pourra procéder à des contrôles inopinés sur les lieux de travail.

9 Fourniture de produits

Tout produit ou équipement doit être fourni avec une documentation décrivant les risques et les prescription en assurant un usage sur (Fiche de donnée de sécurité des produits chimiques, notice d'instruction des équipements, certificat des câbles ou accessoires de lavage).

10 Réponse d'urgence

Le sous-traitant assure

- la présence d'au moins un employé formé au secourisme sur le lieux de travail.
- la fourniture des équipements de premiers soins
- la fourniture de moyen de lutte contre le feu adéquat

11 Déclaration des incidents

Le sous-traitant signale tout incident ou presque incident au Responsable ENEO.

Il doit soumettre un rapport préliminaire sous 24 heures.

Un rapport complet établissant les causes et les mesures préventives décidées est remis au plus tard 03 jours après l'incident.

EXIGENCES HSE SPECIFIQUES

Au cas où les activités du sous-traitant comportent des risques spécifiques tels que énoncés ci-après, le sous-traitant tient compte des autres exigences HSE présentées en annexe ou fournies sur simple demande :

- + Annexe A : Opérations à proximité des installations électriques
- + Annexe B: Travaux d'élagage
- + Annexe C: Travaux de construction ou de maintenance
- + Annexe D: Travaux sur site ENEO
- + Annexe E: Travaux impliquant des opérations de manutention mécaniques
- + Annexe F: Travaux en zone publique
- + Annexe G : Gardiennage

Engagement HSE du Sous traitant pour le contrat

_____ ("Sous-traitant") déclare avoir pris connaissance des règles, des mises en garde et des annexes portées dans le présent « Engagement HSE sous-traitant ». Le sous-traitant comprend et s'engage à observer les obligations énoncées ci-dessus et le confirme par la signature de son représentant mandaté apposée ci-après.

Le sous-traitant comprend également et reconnaît sa responsabilité à veiller à ce que son représentant mandaté s'assure à son tour que les superviseurs de travaux ou les contremaîtres qu'il affecte à un projet ENEO aient une connaissance parfaite des conditions énoncées ci-dessus.

Le Sous-traitant

Représentée par

Date

Numéro de soumission (offre)

Table des modifications

Rev	Date	Modification
A	15 Juin 2007	Première diffusion officielle ; Page 2 : intégration des exigences sur les casques et la conduite défensive ; Page 3 : Utilisation de harnais complet

Annexe A : Opérations à proximité des installations électriques

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour travailler sur ou au voisinage du réseau électrique ENEO (Réseau électrique opéré par ENEO et toute opération de raccordement au réseau).

A1 Formation des chefs d'équipe

Les chefs d'équipe doivent avoir participé à une formation sur les procédures de travail ENEO et seront évalués par ENEO avant d'être autorisé à travailler sur le réseau

Tout nouveau chef d'équipe doit être soumis à ENEO pour autorisation avant le début de l'activité du nouveau venu.

Tout lieu de travail doit être supervisé en permanence par un des chefs d'équipe habilités, autorisé par ENEO.

A2 Formation, information du personnel

Toute personne impliquée dans les travaux sur le réseau doit avoir reçu une formation sur le risque électrique et les règles de sécurité à appliquer sur le réseau électrique, une habilitation sera délivrée par le chef d'entreprise selon UTE C 18510.

Le sous-traitant fournira une liste des personnels formés avec les dernières dates de formation, le contenu des formations ; Les copies des certificats seront fournies sur demande.

Les sessions de formation seront organisées par le sous-traitant, les listes de présence et le programme seront transmis à AES Sonel, des sessions de recyclage seront réalisées au moins tout les trois mois.

A3 Travail sous tension

Les travaux sous tension sont interdits sur les installations moyennes et haute tension (plus de 10000 Volts), de ce fait une attestation de consignation sera obtenue ENEO avant de commencer tout travail.

Pour des travaux ou interventions sous tension en basse tension, les personnels sont soumis à évaluation des compétences par ENEO et devront être reconnu apte médicalement avant habilitation par leur employeur.

A4 Travaux au voisinage

Tout travail ou intervention réalisé dans la zone de voisinage (confer UTE 18510) devra être couverte par une consigne particulière validée par AES Sonel ; cette consigne sera revue avant travaux et disponible à tout moment sur les chantiers.

Les personnels sont soumis à évaluation des compétences par ENEO.

A5 Travail en hauteur

Les travaux et interventions sur poteaux peuvent être réalisés à l'aide de grimpettes et ceintures de sécurité complète (avec corde d'assujettissement) ; Fin 2008 le travail en hauteur se fera avec des harnais de sécurité complets.

Les échelles utilisées pour les travaux au voisinage des installations électriques doivent être isolantes.

Tout équipement doit être inspecté avant chaque usage, une inspection documentée sera réalisée au moins chaque mois.

A6 Briefing avant travail

Un briefing sera réalisé avant chaque travail, il inclura les instructions permanentes de sécurité applicables, l'analyse des risques particuliers, les limites de la zone de travail, la revue des EPI, le rapport (FICMS ou équivalent) sera approuvé par tous les membres de l'équipe participant aux travaux.

A7 Accès locaux réservés

Les sites industriels, l'ascension des poteaux et l'accès aux postes sont considérés comme des locaux réservés par ENEO le personnel accédant non accompagné à ces zones devra justifié d'une formation par un organisme et un formateur agréé par ENEO.

A8 Réponse d'urgence

Les travaux ou interventions sur le réseau ne doivent jamais être réalisés par une personne seule.

Une personne formée aux « soins aux électrisés » doit en permanence être présente sur chaque site de travail.

Annexe B : Travaux d'élagage

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour les travaux d'élagage.

B1 Equipements de protection

Le sous traitant doit fournir a son personnel des équipements de protection individuels de qualité et en nombre suffisant, à savoir : tenue de travail propre, casque, gants et bottes.

B2 Risque de contact avec les lignes électriques

Aucun travail d'élagage ne doit se faire dans un couloir de ligne électrique sans autorisation écrite du chargé d'exploitation du réseau comportant les dates de début et de fin, un surveillant de travaux doit être désigné.

Le surveillant de travaux doit être formé aux règles de sécurité pour le travail au voisinage des lignes sous tension et être soumis à évaluation par AES Sonel.

Lorsque les végétaux à élaguer risquent d'approcher les lignes au delà des limites de sécurité, le surveillant doit interrompre les travaux et coordonner avec le chargé d'exploitation la mise en sécurité des opérations.

A cette fin le surveillant de travaux doit être muni de moyen de communication assurant une liaison avec le chargé d'exploitation dans des délais optimaux. La coupe des arbres de grande taille doit être dans tout les cas sécurisée par un haubannage.

B3 Travaux en hauteur

Au delà d'une altitude de deux mètres, les travailleurs doivent être sécurisés par un harnais et un dispositifs antichute, des cordes de sécurité doivent être mise en place sur des points sécurisé par plusieurs branches ou une branche unique de diamètre supérieur à 10 centimètres..

B4 Outils de travail motorisés

Les outils de coupe mécanisés (tronçonneuse) doivent être équipés de protecteurs sur les parties non travaillantes, un dispositif doit assurer l'arrêt du moteur en cas de perte de contrôle de l'équipement.

B5 Morsures de Reptiles

Le personnel doit être équipé de manière à minimiser les risques de morsures (bottes ou guêtres)

B6 Signalement des situations dangereuses

Lorsque l'élagage n'a pas pu être réalisée de manière satisfaisante (refus du propriétaire du terrain ou difficultés d'accès), le surveillant de travaux devra signifier par écrit au chargé de conduite et au commanditaire des travaux, les zones concernées.

B7 Préparation aux urgences

Au moins une personne doit être formée aux premiers soins et être capable de mettre ne place une réponse efficace en cas de morsure de reptile, d'électrisation ou de chute de hauteur.

Annexe C : Travaux de construction ou de maintenance

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour les travaux de construction (Bâtiment, génie civil, terrassement) ou les travaux de maintenance sur sites ENEO.

C1 Plan d'installation de chantier

Un plan d'installation de chantier sera soumis par le sous-traitant, il comprendra : l'implantation des ouvrages, les accès, les circulations, les lieux de stockage des matériaux et des déchets des, zones d'implantation ; des bureaux, des toilettes, des vestiaires, des parkings, des installations nécessaires à la fabrication du béton, des moyens lourds de manutention; le restaurant, les limites de la clôture de chantier, les zones où les EPI sont obligatoires, les installations présentant des risques particuliers.

C2 Enceinte et signalisation

La zone de chantier doit être au minimum balisée, Dans le cas des chantiers clôturés, l'accès doit être en permanence fermé ou gardé et des panneaux doivent indiquer les équipements de sécurité requis pour pénétrer sur le chantier.

C3 Personnel HSE

Pour tout chantier de plus de 5 personnes, l'Entreprise est tenue d'avoir un responsable HSE ayant au moins un certificat de secouriste du travail, travaillant à plein temps dans le chantier. Cette personne ne s'occupe que des problèmes liés à la Sécurité, Santé et Environnement du chantier.

C4 Registre de chantier

Pour chaque chantier, un registre de chantier doit être tenu, il y sera noté quotidiennement tous les accidents ou risques d'accidents et inspections de sécurité intervenus dans le chantier. Ce registre de format A4 devra être disponible à tout moment au chantier.

C5 Travail sur Echafaudage

Tout échafaudage doit être réalisé selon la norme et/ou la réglementation en vigueur.

Tout échafaudage de plus de deux mètres de haut fera l'objet d'une inspection préalable documentée.

Tout ouvrage de plus de 6 mètres fera l'objet d'une inspection préalable par un inspecteur ENEO habilité.

C6 Travail en hauteur hors des surfaces sécurisée

Un harnais de sécurité doit toujours être porté pour tout travail à plus de 3m en dehors de zones sécurisées.

Les harnais doivent de préférence être utilisés avec un longe courte (1 mètre maximum)

Si la distance de chute excède un mètre, la longe doit être équipée d'un absorbeur de choc et le point d'ancrage doit résister à une charge d'une tonne.

C7 Ouvrages en cours de construction

Les ouvrages en cours de construction doivent en permanence assurer la sécurité des personnes, notamment par la pose de garde corps provisoires le long des surplombs et des réservations.

C8 Réalisation et protection des fouilles Les parois des fouilles de plus d'un mètre de profondeur doivent être étayées lorsque la pente des talus excède les rapports suivants: 1/1 pour les terrains éboulés ; 1/2 pour les terrains tendres mais résistants et 1/3 pour les terrains très compacts. Le boisage des fouilles doit être réalisé suivant la règle e l'art.

C9 Produits dangereux

Le magasinage, le stockage, la manipulation ou l'utilisation des produits dangereux (Peinture, ciments, liants, carburant autres produits chimiques) doivent être réalisés selon les instructions du fabricant et la loi sur l'environnement.

Une fiche d'identification comprenant les caractéristiques, les directives sur le magasinage, le stockage, la manipulation et l'utilisation du produit doit être disponible au chantier.

C10 Travaux au dessus de l'eau ou sous marins

Pour des travaux au dessus ou à proximité de l'eau en dehors des plateformes sécurisées, les travailleurs doivent être équipés de gilets de sauvetage et assurés par une corde.

Les plongeurs doivent être empêchés de dériver par une corde et rester en communication permanente avec la surface (en utilisant un corde ou une radio)

Un sauveteur/secouriste et un sauveteur doit être présent sur le chantier et rester en permanence à proximité des personnes exposées.

C11 Utilisation des engins de terrassement

Avant ouverture du chantier, le chef d'entreprise doit fournir une liste signée des personnels habilités à conduire des engins de chantiers, ces personnes seront titulaires d'un permis poids lourd et auront été formés aux règles de sécurité.

Lorsqu'un engin n'est pas équipé de signal de recul, un employé sera dédié en permanence pour la surveillance de la zone de travail.

C12 Installations électriques provisoires

Les armoires temporaires de distribution électriques doivent assurer la protection contre les contacts directs et indirects, les prises de courants alimentant les appareils de chantier doivent être protégées par des différentiels de sensibilité 30 mA.

C13 Meulage, soudage

Les opérateurs doivent être équipés de moyens de protection appropriés (masques, gants, tabliers), en cas de soudage à l'arc près de zones de passage, des écrans anti UV doivent être installés.

C14 Installations sanitaires

Toilettes, lavabos, vestiaires, lieux de restauration doivent être fournis sauf disposition contraire du contrat et être maintenu dans un état de fonctionnement et de propreté satisfaisants.

C15 Préparation aux urgences

Les zones de travaux éloignées des installations publiques (sanitaire ou de sécurité incendie) ou les travaux en devront faire l'objet de plan d'urgence pour les cas d'accidents corporels ou matériels à fournir avant tout début des travaux d'occupation du site.

Annexe D : Travaux sur les sites ENEO

Les consignes suivantes s'adressent à tous les sous-traitants exécutant des travaux dans les locaux d'ENEO ou dans le cadre de projets dont ENEO a la charge, et visent à attirer leur attention sur des risques potentiels auxquels ils peuvent être confrontés. Les sous-traitants devront respecter lesdites consignes et prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel placé sous leur supervision.

D1 Formation hygiène sécurité environnement

Tous les sous-traitants et leur personnel devront prendre part à une séance de formation organisée sur le site avant le début des travaux. Tous les employés des sous-traitants devront, à cet effet, émerger une feuille de présence.

D2 Equipements de protection individuelle

L'accès à certaines zones peut nécessiter le port d'équipements individuels de sécurité tels que chaussures de sécurité, combinaison de travail, casque ou lunettes de sécurité, la fourniture de ces équipements incombe au sous-traitant, aussi, aucune réclamation pour refus d'accès due à un manque d'équipement de protection, ne pourra être retenue.

D3 Risques électriques :

Les sites de ENEO présentent des risques électriques. Il est interdit aux sous-traitants de pénétrer dans les locaux électriques sans l'autorisation du Responsable habilité ENEO. Les travaux électriques ne devront en aucun cas être effectués par un personnel qui n'a pas obtenu l'autorisation formelle de ENEO. Les sous-traitants devront en tout temps respecter les distances minimales de sécurité en ce qui concerne les lignes électriques aériennes et les conducteurs sous tension. Tout conducteur doit être considéré sous tension tant qu'il n'a pas été consigné par ENEO puis testé par le chargé de travaux.

D4 Espaces confinés :

Il peut exister, dans les installations de ENEO, des espaces dits « confinés ». Les sous-traitants ne peuvent pénétrer dans des espaces confinés sans l'autorisation du Responsable ENEO du site. Les sous-traitants qui créent de nouveaux espaces confinés au cours des travaux devront en notifier promptement le Représentant ENEO du site.

Les sous-traitants devront se conformer à toutes les consignes applicables en matière d'espaces confinés.

D5 Matières contenant de l'amiante :

Les sites de ENEO peuvent contenir des matériaux d'isolation ou de revêtement susceptibles de contenir de l'amiante. EVITEZ d'enlever, toucher ou manipuler lesdites matières sans l'autorisation préalable du Représentant ENEO. Signalez immédiatement l'endommagement de tout matériel potentiellement à risques au Représentant ENEO. Les garnitures de valves pourraient également renfermer de l'amiante. Les sous-traitants doivent traiter toutes les matières de ce type comme si elles contenaient de l'amiante, sauf instruction contraire du Représentant ENEO.

D6 Risques biologiques

Les installations de ENEO peuvent abriter des espèces pouvant produire des matières constituant des risques biologiques. Des précautions doivent être prises pour éviter tout contact avec la fiente des oiseaux, les crottes des rongeurs ou autre. La bactérie *Legionella pneumophila* peut se trouver dans des environnements tels que les tours de refroidissement et les **condenseurs** (?) des turbines. Des précautions telles que le port des équipements de protection individuelle appropriés et l'hygiène corporelle devraient être prises en cas d'exposition aux gouttelettes d'eau transportées par l'air et provenant de tels environnements.

D7 Revêtements à base de plomb

Des sites de ENEO peuvent contenir de revêtements à base de plomb. Tous les revêtements de surface doivent être traités comme s'ils contenaient du plomb sauf indication contraire du Représentant ENEO ou sauf si le sous-traitant a effectué une analyse dudit revêtement, à l'aide de méthodes agréées, qui indique qu'il ne contient pas de plomb.

Annexe E : Manutentions mécaniques

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour toute manutention réalisée à l'aide de moyens mécaniques (engins motorisés, palans, tire fort...)

E1 Personnel

Les conducteurs d'engins de levage motorisés doivent avoir suivi une formation spécifique aux règles de sécurité lors des opérations de levages ; Les certificats et les programmes de formation doivent être tenus à disposition d'ENEO.

E2 Equipements de protection

Le personnel travaillant dans les zones de manutentions doit impérativement porter des casques et des chaussures de sécurité ; Les personnels impliqués dans les manutentions doivent disposer des gants de manutention.

E3 Equipements de levage

Les équipements de levage motorisés doivent avoir fait l'objet d'une inspection par un organisme indépendant, pour les engins mobile, un certificat d'inspection de moins de 6 mois doit être présent avec l'appareil.

E4 Elingues et accessoires

Les élingues et accessoires doivent être inspectés avant chaque usage, les accessoires endommagés ne doivent pas être conservés sur le chantier ou doivent être immédiatement détruits.

E5 Manutentions lourdes

Les levages sollicitant les appareils à plus de 75% de leur capacité maximum ou nécessitant l'utilisation simultanée de plusieurs appareils doit faire l'objet d'un plan de manutention soumis à l'approbation d'ENEO

E6 Risque de contact avec les lignes électriques

Aucun levage à proximité (à partir de 5 mètres pour les lignes de transport) de lignes électrique nue ne doit se faire sans autorisation écrite du chargé de conduite du réseau comportant les dates de début et de fin, un surveillant de travaux doit être désigné.

Le surveillant de travaux doit être formé aux règles de sécurité pour le travail au voisinage des lignes sous tension et être soumis à évaluation par ENEO.

Annexe F : Travaux en zone publique

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour toute travail réalisé en zone publique (voie publique, trottoirs ou chez les clients d'ENEO)

F1 Signalisation

Une signalisation appropriée doit être mise en place en cas d'empiétement des travaux sur les voies de circulation

Lorsque le chantier obstrue une voie piétonne un passage sécurisé doit être aménagé par le sous-traitant.

Tout obstacle ou aspérité créée par les travaux doit faire l'objet d'un barricade et d'une signalisation adaptée

F2 Remise en état

Sauf clause particulière du contrat, il appartient au sous-traitant de remettre les voies et ouvrages altérés dans leur état d'origine. .

Annexe G : Prestations de gardiennage

En supplément des exigences générales HSE, les sous-traitants doivent respecter les exigences suivantes pour toute prestation de gardiennage

G1 Sélection des personnels

Le prestataire s'assurera que les personnels retenus pour le gardiennage n'ont pas été impliqués dans le passé dans des actes de délinquances, et tiendront des extraits de casier judiciaire à disposition d'ENEO.

En outre, les personnels devront avoir un comportement général compatible avec le code de conduite et permettant un usage approprié de la force.

G2 Usage de la force

Le prestataire devra fournir à ENEO son code de conduite en matière d'usage de la force, assurer la formation du personnel fourni et s'assurer de la bonne compréhension.

La politique du prestataire ne devra envisager un recours à la force qu'en cas de prévention ou de défense dans des proportions adaptées à la menace.

L'usage d'armes ou d'animaux de défense sera couvert par des instructions détaillées, transmises au service sécurité d'ENEO.

Dans tous les cas, les réponses des prestataires de gardiennage doivent être en conformité avec les lois et règlements applicables.

G3 Déclaration des incidents

Toute allégation d'usage abusif de la force envers les employés d'ENEO ou les tiers devra faire l'objet d'une enquête par le prestataire, qui soumettra un rapport écrit, décrivant les mesures correctives mises en œuvre.

G4 Formation des personnels sur les risques liés aux sites

Chaque personnel recevra une information sur les risques spécifiques, les précautions et instructions à respecter et les procédures d'urgences avant l'affectation sur un nouveau site.

A cette fin, le responsable du site sera informé suffisamment à l'avance de l'arrivée de tout nouveau personnel afin de pouvoir organiser cette formation. Le prestataire conservera la trace des formations reçues par son personnel.

G5 Formations complémentaires

Sur certains sites, les gardiens peuvent notamment avoir un rôle lié à l'accueil des visiteurs, la vérification des équipements de sécurité, à l'évacuation d'urgence ou à la première réponse incendie. Le prestataire s'assurera que le savoir-faire est transféré avant de procéder à un remplacement de personnel.

Dans le cas où un personnel a été formé par ENEO, le prestataire justifiera d'une formation équivalente avant remplacement du personnel.

G6 Personnel exposé au risque électrique

Le personnel amené à circuler dans des locaux réservés aux électriciens (postes, salles électriques) devra être habilité B0 HO par son employeur, un exemplaire d'une attestation d'évaluation par un organisme reconnu par ENEO sera fourni.

Le titre d'habilitation ne donne pas le droit d'accéder dans les locaux, une autorisation d'accès devra être obtenue du chargé d'exploitation de chacun des sites de travail.

G7 Équipements de protection individuels

Le personnel sera doté des équipements de protection nécessaires à son activité selon l'évaluation des risques réalisée par le prestataire. Le personnel d'intervention sera notamment protégé au mieux des coups ou attaques.

Le personnel de gardiennage doit se conformer aux règles applicables sur le site en matière de protection individuelle, ainsi pour l'accès à certaines zones de travail, le port de protections individuelles telles que chaussures de sécurité, casque ou lunettes peut être requis.

En cas de nécessité, ces protections seront fournies par le prestataire.

Les personnels s'abstiendront d'accéder dans les zones dangereuses sans être munies des protections requises sauf cas d'extrême urgence nécessitant la sauvegarde des personnes ou des biens.